

SYNTHÈSE

L'OPPORTUNISME CLIMATIQUE RUSSE : RÉPERCUSSIONS GÉOPOLITIQUES ET SÉCURITAIRES

Novembre 2026





L'Observatoire Défense et Climat, lancé en décembre 2016, a pour objectif d'étudier les enjeux de sécurité et de défense liés au climat.

Il est coordonné par l'IRIS dans le cadre du contrat réalisé pour le compte de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) du ministère des Armées. Fort d'une équipe pluri et transdisciplinaire, l'Observatoire est composé de chercheurs spécialisés en relations internationales, sécurité, défense, migrations, énergie, économie, climatologie et santé. Il est dirigé par deux coordinateurs scientifiques : Mathilde Jourde et François Gemenne.

L'Observatoire a initié de nombreuses collaborations avec des partenaires européens (Pays-Bas, Luxembourg) et internationaux (Australie, États-Unis, Inde), des ONGs internationales, des organismes publics nationaux et internationaux. Ces initiatives ont permis de renforcer la coopération sur les enjeux climatiques et leurs implications sécuritaires.

L'Observatoire Défense et Climat propose des rapports et notes, organise des séminaires restreints et des conférences ouvertes au public, et anime le podcast « Sur le front climatique ».

www.defenseclimat.fr

Le ministère des Armées fait régulièrement appel à des études externalisées auprès d'instituts de recherche privés, selon une approche géographique ou sectorielle venant compléter son expertise externe. Ces relations contractuelles s'inscrivent dans le développement de la démarche prospective de défense, qui, comme le souligne le dernier Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale, *« soit pouvoir s'appuyer sur une réflexion stratégique indépendante, pluridisciplinaire, originale, intégrant la recherche universitaire comme des instituts spécialisés »*.

Une grande partie de ces études sont rendues publiques et mises à disposition sur le site du ministère des Armées. Dans le cas d'une étude publiée de manière parcellaire, la Direction générale des relations internationales et de la stratégie peut être contactée pour plus d'informations.

AVERTISSEMENT : Les propos énoncés dans les études et observatoires ne sauraient engager la responsabilité de la Direction générale des relations internationales et de la stratégie ou de l'organisme pilote de l'étude, pas plus qu'ils ne reflètent une prise de position officielle du ministère des Armées.

À PROPOS DES AUTRICES DE LA NOTE



Mathilde Jourde / IRIS

Co-directrice de l'Observatoire Défense et Climat et responsable du programme Climat, environnement et sécurité de l'IRIS. Elle est titulaire d'un Bachelor en Relations internationales et Histoire de la London School of Economics and Political Science, ainsi que d'un master en Développement durable et innovation sociale de HEC Paris.



Arthur Vidal / IRIS

Étudiant en master 2 de Relations internationales à Sciences Po Lyon. Il a occupé le poste d'assistante de recherche au sein du programme Climat, environnement, sécurité de l'IRIS.



Smilla Guillaume / IRIS

Étudiante en master 2 de Relations internationales à Sciences Po Lyon. Elle a occupé le poste d'assistante de recherche au sein du programme Climat, environnement, sécurité de l'IRIS.

CARTES ET INFOGRAPHIES

Antoine Diacre / Responsable du pôle data, cartographie, infographie, IRIS

Coline Laroche / Adjointe à la communication, membre du pôle data, cartographie, infographie, IRIS

Les effets des changements climatiques sur les relations interétatiques revêtent un caractère **ambivalent**, à la fois facteur de coopération entre États et de rivalités entre acteurs. Dans un contexte marqué par un durcissement des relations interétatiques, les changements climatiques semblent être instrumentalisés, de manière croissante, comme levier stratégique. **Il existe ainsi une diversité de modalités d'intégration des enjeux climatiques par des acteurs étatiques.** Certains États intègrent ainsi le climat comme un instrument de rayonnement diplomatique ou de développement économique, à l'image de la **Chine**. Les **États-Unis** ont adopté des postures contradictoires, assurant un rôle de leader tout en préservant un modèle économique fortement carboné. **L'Union européenne** se positionne comme puissance normative centrale, tandis que les **monarchies du Golfe** mobilisent les changements climatiques comme des leviers de diversification de leurs économies.

Si ces pays occupent une place centrale dans les analyses consacrées à l'intégration des enjeux climatiques, d'autres États demeurent relativement peu étudiés, à l'instar de la Russie. Le pays se démarque pourtant par une approche fondée sur l'exploitation des opportunités générées par les changements climatiques. Cette approche est qualifiée de « **climato-opportunisme** » dans cette note, pour illustrer la subordination des politiques climatiques aux objectifs de pouvoir et de puissance russe. En effet, les discours et politiques climatiques du gouvernement russe, en particulier du président Vladimir Poutine, poursuivent trois grandes ambitions : assurer la pérennité de son régime et de l'élite qui le soutient, restaurer la puissance russe sur la scène internationale et affaiblir les coalitions d'États susceptibles de faire obstacle à ses ambitions, en premier lieu les puissances occidentales. Les enjeux climatiques servent ces ambitions, et leur intégration dans les politiques publiques est donc à géométrie variable en fonction des objectifs poursuivis. **Par conséquent, l'intégration des enjeux climatiques n'est pas uniforme et varie selon les périodes et les échelles géographiques.** Cette note, analyse la manière dont la Russie intègre les changements climatiques dans une logique de « climato-opportunisme », au service de ses objectifs stratégiques.

Conséquences environnementales et effets en cascade des changements climatiques en Russie

A – Les conséquences environnementales des changements climatiques

La cinétique lente du dérèglement climatique en Russie : la hausse des températures atmosphériques et océaniques

Les conséquences des changements climatiques se traduisent par des **phénomènes à « cinétique lente »**. Tout d'abord, la **hausse des températures atmosphériques** entraîne le dégel du **pergélisol** – qui couvre près de 65 % du territoire russe notamment au nord, et la dégradation des sols. Le dégel saisonnier du pergélisol est de plus en plus important en Russie et a des conséquences environnementales considérables en libérant des gaz à effet de serre dans l'atmosphère et en réduisant la couverture neigeuse. De plus, le territoire russe subit un assèchement et une **désertification** croissante de ses sols. Par ailleurs, la **hausse des températures océaniques** contribue

à la **montée du niveau des océans et des mers**, qui se manifeste par des crues plus fréquentes et plus intenses ainsi qu'un recul du trait de côte sur le littoral russe.

La cinétique rapide des changements climatiques : les évènements météorologiques et climatiques extrêmes

Les conséquences des changements climatiques se manifestent également par des **phénomènes à « cinétique rapide »** avec **l'augmentation en fréquence et en intensité des évènements météoclimatiques extrêmes**. Ainsi, le territoire russe est confronté à une multiplication des **fortes chaleurs** et à une hausse des inondations due à la fonte de la cryosphère, des feux de forêt et des feux de tourbe. Enfin, **les cyclones polaires**, auxquels sont particulièrement exposés les régions côtières du nord et les mers de Barents, de Kara, de Laptev et de Tchouktches, **ont également évolué en intensité et en durée dans les dernières décennies**.

B – Les effets en cascade : conséquences des changements climatiques

Conséquences agricoles

À court terme, les changements climatiques ont des effets hétérogènes sur l'agriculture russe. Les territoires situés à des latitudes moyennes ou élevées pourraient connaître un allongement de la saison de croissance des cultures, entre 5 à 10 jours supplémentaires. Les changements climatiques pourraient également rendre de nouvelles terres cultivables, notamment à la frontière kazakhstanaise et dans le nord de la région des terres noires. À l'inverse, les territoires au sud souffriraient de climats plus arides, impactant négativement la production agricole. **À plus long-terme, les pertes liées à l'augmentation des températures surpasseront cependant ces gains.** D'une part, les rendements agricoles seront affectés ponctuellement par la variation des précipitations, les gels tardifs, et la hausse des températures. D'autre part, les changements climatiques exacerberont les épisodes de sécheresses et les vagues de chaleur dans le sud du pays, ce qui pourrait entraîner un déplacement des activités agricoles vers le nord. **Les modifications de la production agricole russe auraient des répercussions mondiales**, alors que la Russie, premier pays exportateur de blé mondial, fournissait en 2024 environ 20 % des exportations mondiales.

Conséquences économiques

Les changements climatiques ont des conséquences économiques pour la Russie. En effet, les aléas météoclimatiques comme les inondations, les sécheresses ou les feux de forêt génèrent **des coûts directs sur l'économie**. Par exemple, les pertes économiques liées aux dommages causés par les inondations sont estimées entre 0,1 et 0,13 % du PIB annuel en Russie, sur la période 2003-2022. Ces pertes pourraient croître si des politiques d'adaptation adéquates ne sont pas mises en place. **Les phénomènes à cinétique lente ont également des incidences économiques.** En effet, le dégel du pergélisol fragilise les sols et menace 20 % des infrastructures russes d'ici 2050, pour un coût estimé à 70 milliards d'euros. Le secteur énergétique russe est particulièrement à risque, alors que 90 % de la production de gaz provient des régions arctiques et subarctiques, tout comme les réseaux de transport, surtout le réseau ferroviaire et les installations routières. Aux coûts liés aux dommages

directs s'ajoutent les perturbations de l'exploitation de certaines ressources, notamment fossiles. Indirectement, la transition énergétique induite par la lutte mondiale contre **les changements climatiques pèse aussi sur une économie très dépendante des exportations d'hydrocarbures.**

Conséquences sanitaires et sociales

Les changements climatiques posent des risques sanitaires, sociaux et environnementaux croissants en Russie. En effet, la fonte de la cryosphère, en libérant des agents pathogènes, pourrait contribuer à une résurgence périodique de maladies appelées zoonoses. À ces risques épidémiologiques s'ajoutent les **conséquences directes des événements météo climatiques extrêmes** : la surmortalité due aux vagues de chaleur en Russie pourrait augmenter de 80 % d'ici 2050, par rapport à la période 2000-2004, dans un scénario de fortes émissions. **La fonte du pergélisol a également été à l'origine de catastrophes écologiques.** Par exemple, la « marée rouge » survenue lors de la catastrophe de Norilsk en 2020 a occasionné le déversement de 21 000 tonnes de diesel dans la rivière Ambarnaïa et ses affluents. **Les dynamiques migratoires pourraient également être transformées** du fait de la dégradation des conditions de vie.

Climato-opportunisme À l'Échelle internationale : un alignement stratégique entre climat et politique Étrangère

Depuis les années 1990, le positionnement russe face aux enjeux climatiques semble aligné avec les trois grandes phases de l'ère postsoviétique : de 1990 à 2012, de 2012 à 2020, puis de 2020 à aujourd'hui. La première période semble marquée par une volonté d'intégration à l'ordre mondial, la deuxième par un durcissement de la politique étrangère anti-occidentale, et la troisième débute avec la révision constitutionnelle de 2020, qui pose les bases juridiques de l'invasion de l'Ukraine et entérine la rupture avec l'Occident et la réactivation de la rhétorique anticoloniale. **Le positionnement de la Russie dans le multilatéralisme climatique peut être interprété à l'aune de ces différentes périodes.**

A – Un engagement climatique relatif au profit d'une intégration au système mondial : un volontarisme climatique d'affichage

Dans la première période (1990-2012), le positionnement russe face aux enjeux climatiques semble aligné avec sa volonté de modernisation et de rapprochement avec l'Occident. Cette intégration au multilatéralisme climatique **se manifeste dès les années 1990** dans le cadre du processus d'adoption du protocole de Kyoto. En effet, la **ratification de la Russie** (qui représentait 17,4 % des émissions de CO₂ en 1990) a permis d'atteindre le seuil des 55 % des émissions totales de 1990 requis pour l'entrée en vigueur du protocole. Ce **volontarisme doit cependant être relativisé** : les objectifs étaient peu ambitieux pour la Russie puisque ceux-ci étaient déjà atteints lorsque le pays a ratifié le protocole. L'engagement dans le protocole répondait aussi à une **logique transactionnelle** : la ratification a permis à la Russie de bénéficier financièrement du système de quota carbone. Au-delà de Kyoto, **peu de signaux démontrent un investissement supplémentaire** de la Russie sur les questions climatiques.

L'arrivée au pouvoir de Dimitri Medvedev en 2008 s'inscrit dans cette lignée, en présentant à plusieurs reprises la Russie comme un acteur climatique exemplaire. Cette rhétorique relève toutefois d'une logique opportuniste et communicationnelle dans la mesure où peu de ses initiatives seront suivies d'effets. Ainsi, pendant cette période, **la Russie fait preuve d'un volontarisme d'affichage qui comporte une importante dimension transactionnelle.**

B – Durcissement de la politique étrangère : le climat comme outil contre l'Occident

Les deuxième et troisième périodes sont marquées par un durcissement de la politique étrangère russe et par un anti-occidentalisme progressif, en réponse à un contexte marqué par l'importance croissante accordée à la lutte contre les changements climatiques, le développement accéléré des énergies renouvelables, et la détérioration des relations entre la Russie et l'Occident. À ce titre, les changements climatiques ne sont plus seulement présentés comme un outil de coopération internationale, mais également comme outil employé par d'autres pour nuire à la Russie. Ce changement est particulièrement perceptible dans les documents de politique étrangère de 2016 et de 2023 où les changements climatiques sont décrits comme un moyen permettant de restreindre le développement économique des pays, notamment de la Russie.

Malgré un changement apparent de discours, la Russie est restée partie prenante au multilatéralisme climatique, illustrant ainsi son climato-opportunisme. Elle a notamment ratifié l'Accord de Paris de 2015 en 2019, et a fixé dans sa doctrine climatique de 2023 un objectif de neutralité carbone avant 2060. Ces engagements doivent cependant être nuancés. Sa signature de l'Accord de Paris peut s'expliquer par l'absence de formule contraignante concernant la sortie des énergies fossiles et ses objectifs climatiques sont jugés insuffisants et peu ambitieux par la communauté scientifique. Sa présence constante dans les arènes climatiques, malgré une mise en œuvre lacunaire de ces engagements climatiques, **révèle ainsi leur dimension essentiellement diplomatique et communicationnelle**, qui lui procure des bénéfices politiques tout en limitant les investissements et les transformations internes nécessaires.

La participation russe au multilatéralisme climatique revêt également une **dimension offensive, notamment à l'égard des pays occidentaux**. En effet, la Russie instrumentalise la lutte contre les changements climatiques pour creuser certaines fractures entre les pays occidentaux et ceux dits du « Sud global », à travers une rhétorique anticoloniale consistant à présenter les politiques climatiques mondiales comme un outil de contrôle. Cette stratégie ralentit les négociations climatiques, et risque de creuser le fossé entre les pays occidentaux et ceux du « Sud global » dans les Conférences des Parties (COP).

L'hypothèse peut ainsi être avancée que la participation de la Russie dans ces arènes sert un triple objectif : 1) nier sa propre responsabilité dans les changements climatiques tout en soulignant celle

des pays occidentaux ; 2) utiliser les changements climatiques pour creuser certaines fractures, en particulier entre les pays dits du « Nord » et ceux du « Sud » ; et 3) ralentir le processus de négociation pour maintenir la rente générée par les hydrocarbures, pilier de l'économie russe. Cet **agenda climatique offensif** illustre la manière dont le climato-opportunisme russe doit être appréhendé au regard de son agenda global de politique étrangère, parfois totalement décorrélé d'enjeux environnementaux.

III. Le climato-opportunisme À l'Échelle nationale : les avantages stratégiques perçus et leurs implications de défense

Les discours russes relatifs aux changements climatiques varient selon l'échelle considérée. Alors qu'à l'échelle internationale, les enjeux climatiques semblent s'intégrer à la politique étrangère globale, leur prise en compte à l'échelle nationale ne semble pas répondre à une politique coordonnée. **Toutefois, cette prise en compte a évolué, passant d'une réelle intégration des enjeux climatiques** dans les années 1990, sous la présidence de Boris Eltsine, à une prise en compte plus lacunaire sous les mandats de Medvedev (2008-2012) et de Vladimir Poutine (2000-2008, 2012 à aujourd'hui).

A – Le climato-opportunisme russe sur le territoire national : les avantages perçus des changements climatiques

À l'échelle domestique, les changements climatiques **apparaissent de manière très limitée** dans les discours et les documents doctrinaux. **Ils y sont décrits à la fois comme des risques, mais également comme des opportunités.**

Dans les documents stratégiques, la qualification des changements climatiques comme des risques apparaît dès 1994. La description des risques sur le territoire national caractérise surtout les risques liés au dégel du pergélisol, aux feux de forêt ou aux enjeux sanitaires. Pour autant, bien que ces risques climatiques soient clairement identifiés, leurs conséquences opérationnelles semblent insuffisamment explorées, et aucune baisse des émissions n'est instaurée.

Les avantages stratégiques perçus des changements climatiques apparaissent également dans les années 1990, pouvant s'expliquer par une compréhension parfois partielle du phénomène et par les bénéfices politiques tirés de cette rhétorique. **Trois atouts stratégiques principaux sont valorisés : la disponibilité de terres agricoles, la hausse des températures atmosphériques et l'ouverture progressive de nouvelles voies maritimes dans l'océan Arctique.** Pourtant, ces effets positifs ne font pas l'objet d'un consensus scientifique et traduisent une vision parcellaire de la **dimension systémique des changements climatiques.**

B – Les conséquences du climato-opportunisme pour l'appareil de défense : entre sécurisation et manque d'anticipation stratégique

Cette approche climato-opportuniste des changements climatiques sur le territoire national a des conséquences en matière de défense. En effet, la perception de certaines opportunités, et la plus grande accessibilité de certains espaces, notamment arctiques, à d'autres acteurs étatiques, impliquent une sécurisation et une militarisation de ces zones.

Une sécurisation croissante : le déploiement des armées pour protéger les intérêts russes

La sécurisation croissante de l'Arctique se comprend à l'aune de la superposition de facteurs géopolitiques et climatiques. D'une part, la Russie perçoit des atteintes et des menaces à l'égard de sa souveraineté en Arctique, la poussant à sécuriser la zone. D'autre part, la perception des opportunités économiques, agricoles ou énergétiques induites par les dérèglements climatiques, notamment dans les territoires septentrionaux participe également à ce phénomène. En effet, le climato-opportunisme se traduit par un réinvestissement progressif de l'Arctique perceptible depuis le début des années 2000. Au cœur de ces stratégies se trouve une vision développementaliste, qui vise à tirer profit des opportunités économiques de ce territoire. La superposition de ces facteurs fait de la sécurisation de l'Arctique un enjeu prioritaire, qui se traduit par un renforcement des capacités militaires russes dans la zone.

Depuis la fin des années 2000, et particulièrement depuis le début des années 2020, le pays a engagé une refonte d'ampleur de sa puissance maritime notamment via l'acquisition de navires brise-glaces, étroitement liée à ses objectifs stratégiques concernant la Route maritime du Nord, et aux tensions régionales. **Face à des perspectives de déploiement plus importantes dans des climats grand froid, les armées russes testent également leurs capacités militaires dans des conditions extrêmes.**

Un manque d'anticipation stratégique : un climato-opportunisme qui omet la prise en compte des effets négatifs des changements climatiques sur l'appareil de défense

Le dégel du pergélisol est l'un des phénomènes les plus impactant pour les infrastructures civiles et militaires, avec des effets directs et indirects sur les armées. La fragilisation ou la destruction d'infrastructures énergétiques pourraient porter atteinte au soutien logistique et à l'approvisionnement énergétique des armées. Les infrastructures militaires sont également directement menacées : 5 bases militaires se situent sur des zones menacées par le dégel à l'horizon 2050. **La marine russe est particulièrement confrontée aux effets des changements climatiques.** La navigation dans l'Arctique est plus complexe à cause de la fragmentation de la banquise, et plus dangereuse à cause de l'instabilité croissante de la mer. Le réchauffement des océans pourrait aussi influencer la détection sonore des sous-marins, en créant des zones d'ombres ou de transparences acoustiques. Enfin, les **événements climatiques extrêmes affectent les infrastructures militaires et énergétiques** : en 2021, des **feux de forêt** dans l'Extrême-Orient russe se sont fortement rapprochés d'un barrage électrique important de la région.

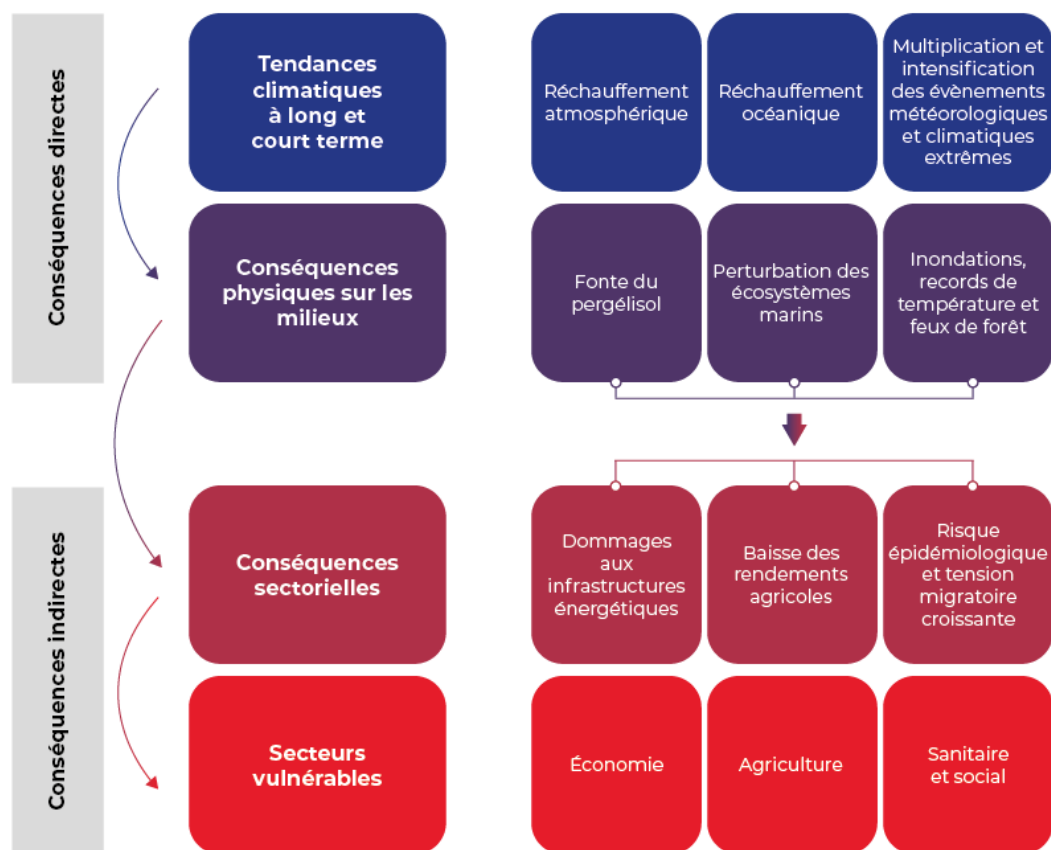
Au-delà de ces enjeux capacitaires, les **événements climatiques et météorologiques extrêmes ont également des conséquences opérationnelles.** A ce titre, les armées interviennent régulièrement pour venir en aide aux populations face aux inondations ou aux incendies par exemple, bien **que la guerre en Ukraine ait remis en cause la participation des armées dans le cadre de telles interventions.**

Malgré ces différentes répercussions, les documents doctrinaux russes n'établissent pas de lien explicite entre les changements climatiques et l'appareil de défense, et aucune politique coordonnée ne semble avoir été mise en place, démontrant une absence d'anticipation et d'adaptation de la part du gouvernement russe. Ainsi, **l'intégration des changements climatiques par l'appareil de défense illustre une nouvelle fois le climato-opportunisme russe** : la prise en compte des enjeux climatiques par les armées semble principalement appréhendée sous l'angle des opportunités. La perception d'intérêts économiques, énergétiques ou encore agricoles conduit la Russie à renforcer sa présence, notamment militaire, dans la région pour y affirmer sa souveraineté et sécuriser les intérêts. À l'inverse, les effets négatifs semblent insuffisamment pris en compte par les armées.

Conclusion

L'instrumentalisation russe des changements climatiques traduit une approche climato-opportuniste où les enjeux climatiques servent ses intérêts stratégiques, et sont subordonnés aux ambitions géopolitiques et aux impératifs de survie du régime. **À l'échelle internationale, le climato-opportunisme se manifeste dans l'évolution du positionnement de la Russie à l'égard des enjeux climatiques au gré de ses objectifs de politique étrangère.** Dans les années 1990 et 2000, la Russie privilégie une forme de volontarisme de façade. Depuis le début des années 2010, les changements climatiques et le régime climatique international semblent servir sa politique étrangère marquée par une opposition croissante à l'Occident. **À l'échelle nationale, la Russie appréhende les changements climatiques comme levier de développement économique et d'affirmation de puissance**, à travers une rhétorique climatique centrée sur les opportunités que le phénomène ferait naître sur le territoire national. **Cette perception des opportunités liées aux changements climatiques entraîne des répercussions en matière de sécurité** : elle se traduit par une sécurisation et militarisation croissante, sans pour autant s'accompagner de politiques d'adaptation des forces armées. **Le climato-opportunisme russe semble donc caractérisé par une anticipation sélective** : alors que la Russie capitalise, directement ou indirectement sur les avantages perçus des changements climatiques, elle n'intègre pas les effets négatifs dans ses stratégies de long-terme. Cette posture fait apparaître une contradiction fondamentale : alors que la Russie cherche à affirmer son identité de « civilisation millénaire », elle n'anticipe qu'en partie, et de manière non coordonnée, les changements climatiques, facteur pourtant dimensionnant du XIXe siècle.

ANNEXE 1. Effets en cascade des changements climatiques sur la Russie



Source : autrices.

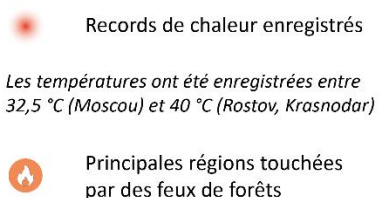
ANNEXE 2. Les conséquences environnementales des changements climatiques sur le territoire russe

Les conséquences environnementales des changements climatiques sur le territoire russe

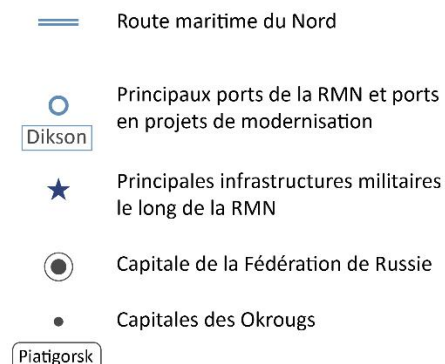
Couverture du pergélisol



Vagues de chaleurs et incendies (2020 - 2025)



Route maritime du Nord (RMN) et principales infrastructures



Sources : Center for Research on the Epidemiology of Disasters / UCLouvain ; National Snow and Ice Data Center ; Izvestia ; NORDREGIO

L'ANALYSE DES ENJEUX SÉCURITAIRES ET DE DÉFENSE LIÉS AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

PUBLICATIONS | PODCAST « SUR LE FRONT CLIMATIQUE » | ÉVÈNEMENTS



www.defenseclimat.fr

